

M. KLEIN: A mon point de vue, il faudrait commencer par établir immédiatement une zone neutre. Au lieu d'imposer cette condition comme condition première ou l'une des conditions essentielles, ce qui semble impossible à l'heure actuelle, estimez-vous qu'il serait bon de chercher à amener les deux parties à permettre l'entrée d'un nombre égal de troupes de la paix, lesquelles seraient prêtes à servir de corps de paix advenant que des négociations puissent s'amorcer et atteindre le point où les troupes pourraient être utilisées pour le maintien ou le rétablissement de la paix, peu importe l'appellation que l'on accole à ces opérations.

M. MARTIN (*Essex-Est*): Je ne saisis toujours pas la portée exacte de votre question. Je suis convaincu, ai-je déclaré, qu'advenant le rétablissement de la paix, la communauté internationale devra assurer une présence, je songe à une présence paramilitaire, sous la forme ordinaire que nous concevons chaque fois que l'on parle du maintien de la paix. Que cet organisme s'appelle l'ONU, ou qu'il soit formé de puissances asiatiques ou afro-asiatiques, ou des signataires de l'accord de Genève, je ne saurais dire. Il est notoire que le Nord-Vietnam a déjà dit que le problème vietnamien n'est pas du ressort des Nations Unies. On pourrait donc conclure de cette déclaration qu'il ne souscrirait pas à une opération pacificatrice conduite par les Nations Unies. Je puis me tromper, mais je demeure convaincu que dans cette conjoncture si confuse une présence internationale de quelque sorte s'impose si nous voulons que l'arrêt des hostilités soit suivi d'une ère de stabilité.

M. KLEIN: Puis-je vous poser une dernière question? Estimez-vous que si les États-Unis s'étaient retirés du Vietnam inconditionnellement, Sukarno aurait pu rester au pouvoir dans son pays?

M. MARTIN (*Essex-Est*): J'ignore si je puis donner une réponse satisfaisante à cette question. Les États-Unis avaient déclaré à la suite de la conférence de Manille, il y a quelques mois, qu'étant donné certaines conditions, ils retireraient leurs troupes du Vietnam en l'espace de six mois. Je ne prétends pas que les États-Unis devraient retirer leurs troupes maintenant. A mon avis, aucune personne responsable ne propose une telle chose à l'heure actuelle.

M. KLEIN: Non, mais n'estimez-vous pas que l'attitude des États-Unis envers le Sud-Vietnam a contribué à la chute de Sukarno?

M. MARTIN (*Essex-Est*): J'estime que la chute de Sukarno est attribuable à un concours de circonstances; la hardiesse, la détermination de ceux qui étaient résolus à éviter certains genres d'incursion y ont peut-être contribué. Je ne suis vraiment pas bon juge en la matière.

M. KLEIN: Je vous remercie.

(Texte)

Le PRÉSIDENT: Je crois que M. Forest a quelques questions à poser.

M. FOREST: Je n'ai que quelques questions, puisque le problème a été étudié longuement depuis deux jours. L'évolution, actuellement dans le monde, c'est de laisser les pays eux-mêmes déterminer leur option politique. Vous mentionnez au paragraphe 17, que vous accueillez les réformes constitutionnelles au Vietnam du Sud comme signifiant qu'il pourrait se tenir, d'ici la fin de l'année, des élections qui amèneraient un gouvernement réellement représentatif de ce pays. Et au paragraphe 16, vous mentionnez que le problème crucial c'est la représentation du Vietcong au futur gouvernement du Sud.